Biographie de Jacques NIKONOFF

Jacques Nikonoff est le seul dirigeant d'un parti politique à être un authentique homme du peuple tout en étant un homme d'État. Au contraire de la caste politique, il peut se prévaloir d'une expérience d'ouvrier, de chômeur, d'universitaire et d'énarque.

Né à Suresnes (92) en 1952, il suit des études au lycée de Pontoise (95) et au lycée technique Le Corbusier d'Aubervilliers (93). Mais il quitte le système éducatif dès la seconde avec le seul BEPC en poche. Il devance l'appel et part faire un an de service militaire.

Pendant l'école primaire, sa famille de 5 personnes habite un quartier populaire parisien (porte de Clichy) dans un deux pièces cuisine, sans salle de bain ni toilettes. Sa mère est standardiste dans un central téléphonique des PTT et deviendra par la promotion interne cadre commercial à La Poste ; son père est chauffeur et créera sa petite entreprise.

L'obtention par ses parents, après des années d'attente, d'un quatre pièces dans la cité des « 4 000 » à La Courneuve (93) est un immense progrès : salle de bain et toilette dans l'appartement, ascenseur, balcon, grande baie vitrée. Il y restera vingt-trois ans, d'abord chez ses parents puis dans un studio.

C'est l'époque des « trente glorieuses » et du « communisme municipal » financé par la taxe professionnelle alors appuyée sur le tissu industriel de la banlieue nord-est. Il pratique avec passion le rugby dont il est encore un fan aujourd'hui. Loin de la situation désastreuse actuelle, La Courneuve à l'époque c'est une belle fraternité entre des habitants d'origines différentes : les ouvriers français et immigrés, principalement maghrébins, qui travaillent dans les entreprises des environs, mais aussi avec l'importante communauté juive issue des rapatriés d'Algérie. Cette fraternité et cette entente se développent sur un fond de plein-emploi. Mais dès que le chômage commence à croître, toute la vie de ce quartier – et au-delà celle de la banlieue entière - se dérègle. Jacques Nikonoff a tiré de cette expérience la conviction que la lutte pour supprimer le chômage et la précarité est l'objectif numéro 1 que doivent se fixer les partis politiques et les gouvernements. Tout son parcours est marqué, aujourd'hui encore, par cette conviction. Il ne sert à rien de faire des discours sur les banlieues si des emplois n'y sont pas créés en masse.

Après une série de « petits boulots », dans l'imprimerie (aide-offsettiste), comme chauffeur de poids-lourds, déménageur… Jacques Nikonoff est ouvrier spécialisé soudeur chez Norton à La Courneuve, 1 500 salariés, pendant une dizaine d'années. Il y découvre le travail aux pièces, l'exploitation, les mauvaises conditions de travail. Mais aussi la solidarité et la fraternité ouvrières, la lutte, les grèves, le syndicalisme, la répression patronale. Il est licencié, s'enchaîne alors à sa machine et mène une grève de la faim en signe de protestation. Au chômage pendant plusieurs mois, il vit avec douleur le sentiment d'être inutile. Cette expérience personnelle le conforte dans sa conviction qu'il faut défendre vigoureusement les chômeurs et précaires quand ils sont odieusement accusés de ne pas chercher d'emploi, d'être paresseux, et de « profiter » de leur situation grâce aux allocations chômage. Ayant vécu cette situation, il sait bien que la recherche d'un emploi est extraordinairement difficile… quand il n'y a pas d'emplois ! Après plusieurs mois, il trouve enfin un poste à la mairie d'Aulnay-sous-Bois (93) pour mettre en place un comité local pour l'emploi et un centre d'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes de 16 à 21 ans

sortis du système éducatif sans formation. En 1981, la gauche qui vient de gagner l'élection présidentielle et les législatives, demande en effet au professeur Bertrand Schwartz, grand spécialiste de la formation professionnelle, de lui remettre un rapport sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes exclus du système scolaire. C'est à partir de ce rapport que naîtront les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), les missions locales (ML) pour l'emploi des jeunes et les stages d'insertion sociale et professionnelle en alternance. Jacques Nikonoff est à l'époque un des premiers en France à mettre en place ces dispositifs. Passionné par ce travail qu'il vit comme une véritable vocation, avec des jeunes qui se trouvent dans une situation proche de celle qu'il a connue, il a mesuré la détresse de cette jeunesse, mais a pu aussi constater la métamorphose que provoquent les stages dans les entreprises, lorsque les jeunes sont aidés, qu'on leur fait confiance et qu'ils peuvent s'appuyer sur un bon tuteur. C'est une immense source d'espoir qui l'a convaincu que le chômage et la précarité pouvaient être rapidement, totalement et définitivement éradiqués pour peu qu'une volonté politique existe.

Il décide alors de reprendre des études pour se professionnaliser dans ce domaine. La réussite à l'examen spécial d'entrée à l'université pour les non-bacheliers (ESEU) lui permet d'entreprendre des études de sciences de l'éducation à l'université Paris 8 (Saint-Denis), puis de formation de formateur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Il réoriente donc son activité professionnelle vers la formation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté scolaire, sociale et professionnelle. Cette aventure est brutalement interrompue dans les mois qui suivent les élections municipales de 1983. La municipalité communiste d'Aulnay-sous-Bois, qui a mis en place ces dispositifs, est battue aux élections. C'est la droite qui a gagné. Celle-ci coupe les subventions nécessaires au fonctionnement de ces dispositifs, il se retrouve une deuxième fois au chômage.

Jacques Nikonoff est issu d'une famille de tradition communiste depuis trois générations. Son grand-père paternel, immigré russe, participe à la Résistance en exfiltrant des prisonniers soviétiques évadés, son père s'implique dans l'insurrection parisienne d'août 1944. Il entre à 14 ans aux Jeunesses communistes et milite contre la guerre du Vietnam et pour la libération de la militante féministe noire américaine Angela Davis. Il est très impliqué dans les luttes lycéennes et en particulier à l'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL). Il adhère au PCF en 1968 et participe au mouvement de Mai-Juin comme lycéen. Entré à l'usine, il rejoint naturellement la CGT qui lui confie des responsabilités dans l'entreprise. Il est élu par les salariés comme délégué du personnel, du comité d'entreprise, du CHS. Il milite aussi au sein des cellules communistes de l'usine dont les membres représenteront près de 10% de l'effectif de l'entreprise. Il exerce également des responsabilités au PCF à La Courneuve et dans la fédération de Seine-Saint-Denis. Pourtant, en 1983, il quitte le PCF. Il reproche à ce dernier de s'être soumis au Parti socialiste en ne réagissant que mollement et très tardivement au « tournant de la rigueur » du Parti socialiste qui met un terme aux changements positifs commencés en 1981-1982. Ébranlé dans ses convictions, il cessera toute activité politique pendant une dizaine d'années pour se consacrer entièrement à ses activités professionnelles et à sa vie familiale.

Pendant que Jacques est dans sa deuxième période de chômage, le nouveau président de la République, François Mitterrand, souhaite diversifier le recrutement dans la haute fonction publique afin que celle-ci reflète mieux la société française. Il confie à Anicet Le Pors, ministre communiste de la Fonction publique, la responsabilité de conduire cette réforme. C'est ainsi que naîtra le troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration (ENA) destiné à des candidats issus du syndicalisme, des élus locaux, associatifs et mutualistes. Jacques Nikonoff décide de tenter sa chance et prépare le concours à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP) et au Centre de formation du ministère des Finances. Reçu à sa deuxième tentative, une nouvelle vie s'ouvre à lui.

La scolarité à l'ENA est difficile au début, par le rythme de travail demandé et l'hostilité d'une certaine partie de la promotion et de l'Association des anciens élèves de l'ENA. Mais la découverte de l'État de l'intérieur fait tomber chez lui de nombreuses préventions et idées reçues. Il en ressort avec la conviction que la puissance de l'État peut être mise au service du peuple, à condition de faire entrer le peuple dans l'État et de changer la nature de la haute fonction publique. Cette conviction est renforcée par les périodes de plusieurs mois de stage qu'il passe d'abord comme collaborateur du préfet de la région Auvergne, puis à la Commission européenne à Bruxelles. Il est affecté au cabinet de Jacques Delors, président de la Commission (son maître de stage est Pascal Lamy, directeur du cabinet de Jacques Delors !). Il ouvre alors les yeux sur la véritable nature du monstre bureaucratique bruxellois, l'amenant à voter NON au référendum sur le traité de Maastricht en 1992.

Affecté à sa sortie de l'ENA comme administrateur civil à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), plus grande institution financière publique française, il occupe diverses fonctions à la Caisse nationale de prévoyance (CNP), filiale de la CDC, et est directeur de l'audit et du contrôle interne à la filiale de la CDC chargée de la gestion de portefeuilles financiers. Il est ensuite nommé représentant de la Caisse des dépôts et consignations aux États-Unis et attaché financier à New York pour le Trésor. Pendant près de quatre ans il est au cœur de Wall Street et des marchés financiers. Il y a acquis une connaissance de l'intérieur de la finance, lui permettant aujourd'hui de démontrer concrètement comment démanteler les marchés financiers, et ceci à l'échelle nationale. Il en a notamment tiré un ouvrage intitulé *La Comédie des fonds de pension*, premier livre en France qui explique et dénonce le fonctionnement et le rôle nuisible des fonds de pension américains. Cet ouvrage qui a eu un grand écho a contribué à bloquer la mise en place des fonds de pension en France.

De retour en France, il rejoint la direction des activités bancaires et financières de la CDC. Il sera ensuite nommé à la Branche caisses de retraites de la CDC qui gère de nombreux régimes de retraite comme ceux de l'IRCANTEC ou de la CNRACL (près de 2 000 agents, 7,5 millions de cotisants, 3,6 millions de pensionnés). Parallèlement, il est directeur de séminaire en économie à l'École nationale d'administration. Il participe également à une mission internationale en Russie pendant plusieurs semaines. Composée d'universitaires, de hauts fonctionnaires et de consultants de différents pays, son rôle est d'aider les nouvelles autorités russes (Boris Eltsine) à construire un État de droit.

Face à la dérive néolibérale de la CDC (on lui demande par exemple d'impulser la création de fonds de pension en France !), il décide de s'en éloigner pour épouser une nouvelle carrière professionnelle, celle d'universitaire. C'est ainsi qu'il est actuellement professeur associé à l'Université Paris 8 (Saint-Denis). Il y donne des cours de finances publiques, finance internationale, mondialisation – démondialisation, préparation aux concours administratifs, analyse critique de la construction européenne, les investissements directs étrangers... Toujours passionné par l'éducation, il retourne ainsi à ses premières amours. Il constate l'immense courage des étudiants qui, pour la plupart, mènent de front leurs études et une activité professionnelle de subsistance.

Lorsqu'il est rentré des États-Unis, Jacques Nikonoff a ressenti la nécessité absolue de reprendre un engagement social et politique. Il a vu de l'intérieur le système financier américain quasi-maffieux qui le révolte, et il débarque en France dans une ambiance de fin de règne (1993) avec un taux de chômage qui a encore augmenté. Il fonde avec quelques amis de La Courneuve une association intitulée Un travail pour chacun (UTC) afin de poursuivre son engagement auprès des jeunes, des chômeurs, des salariés, pour mettre un terme au chômage. Il démontre dans un livre intitulé *Existe-t-il des réservoirs d'emplois ?* qu'il existe du travail pour tous, que des territoires sans chômage sont parfaitement possibles. Il a aussi prouvé, dans un autre ouvrage, qui a eu un

grand retentissement intitulé *Chômage : nous accusons !* que le chômage, en 1997, avait coûté 1 000 milliards de francs, soit davantage que le coût d'un vrai salaire payé à tous les chômeurs ! Il démontre en outre que le maintien d'un niveau élevé de chômage est un choix politique fait par les classes dirigeantes pour peser sur les salariés, tant du point de vue de leurs revenus que de leur combativité.

En 1999, l'écho national de son engagement dans la lutte contre le chômage amène le secrétaire général du PCF, Robert Hue, à lui proposer de réintégrer ce parti en le nommant directement au Collège exécutif pour s'occuper des questions de l'emploi. Cette instance, composée d'une trentaine de personnes, est la plus élevée à l'époque dans la hiérarchie du PCF. Non sans hésitations, il accepte, souhaitant utiliser toutes les possibilités, même les plus improbables, de faire évoluer les analyses et propositions des partis politiques sur les questions de l'emploi, domaine dans lequel ils sont particulièrement faibles pour ne pas dire nuls. Hélas, les efforts qu'il déploie pour que le PCF se dote d'une véritable politique de l'emploi resteront vains face à l'inertie totale de la direction. Lors des réunions hebdomadaires du collège exécutif, auxquelles participent les ministres communistes (Marie-George Buffet, Jean-Claude Gayssot…), il observe l'absence quasi-totale chez certains dirigeants communistes, de réflexion intellectuelle personnelle, de travail sérieux sur les dossiers et une soumission encore plus grande au Parti socialiste dont le PCF est devenu un satellite. Il quitte le PCF pour la seconde fois, après dix-huit mois d'efforts infructueux.

Son engagement va se poursuivre au sein de l'association Attac dont il est un des membres fondateurs et son président de 2002 à 2006. Il met à disposition de cette association son expérience et son expertise dans le domaine de l'emploi, des retraites, de la finance et de l'éducation. C'est sous sa présidence qu'Attac connaît son apogée avec plus de 30 000 adhérents. Il est l'un des principaux animateurs de la campagne victorieuse du NON au référendum de mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen. C'est lui, comme président d'Attac, qui invite le 12 janvier 2005, toutes les organisations politiques, syndicales, associatives concernées à se coordonner pour engager la bataille du NON. Et tout le monde sera présent : de la CGT à Solidaires, en passant par le PCF et Lutte ouvrière… Le TCE visait à graver dans le marbre les politiques néolibérales pour empêcher toute possibilité de politiques favorables aux peuples.

Le coup d'État parlementaire de 2007, lorsqu'une majorité de droite, socialiste et écologiste efface le NON de 2005 en adoptant le Traité de Lisbonne et en l'intégrant à la Constitution française, le convainc qu'il faut désormais sortir de l'euro et de l'Union européenne. Le traité de Lisbonne, en effet, n'est qu'un résumé du Traité constitutionnel européen. Il écrit en 2011 le premier livre publié en France expliquant pourquoi et comment il faut sortir de l'Union européenne et de l'euro, intitulé *Sortons de l'euro ! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*. Afin de faire évoluer la gauche sur ces questions, il fonde en mai 2008 un mouvement avec des militants et anciens militants de partis de gauche, d'associations, de mouvements altermondialistes ou de syndicats ayant mené la bataille victorieuse du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005 : le M'PEP (Mouvement politique d'émancipation populaire). Son but est de donner un débouché politique à leur engagement et de « réidentifier » la gauche. Ils tenteront d'ailleurs, en pure perte, de rejoindre le Front de gauche pour créer en son sein une aile anti-euro et anti-Union européenne. La quasi-totalité de la gauche politique, syndicale ou associative hors Parti socialiste persiste, en effet, dans son refus obstiné de rompre avec le système de Bruxelles et la mondialisation. Jacques Nikonoff va en tirer toutes les conséquences. Le PS est devenu le parti le plus efficace au service des intérêts des classes dominantes. Il est totalement acquis au néolibéralisme. Il est beaucoup plus dangereux que la droite car il donne l'illusion, en se présentant « de gauche », qu'il serait du côté du peuple. Ce parti doit être combattu sans hésitation. Quant à la gauche dite « de gauche », son symbole est aujourd'hui celui de la reddition du dirigeant en qui elle avait fondé tous ses espoirs : le Premier ministre grec Alexis Tsipras. La

gauche « radicale » apparaît aujourd'hui comme le dernier rempart, avec le Front national, de protection de l'euro et de l'Union européenne. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon sont les duettistes des fausses alternatives. Il n'y a plus rien à faire avec cette gauche. Devant ce champ de ruine, Jacques Nikonoff ne se considère plus de gauche mais révolutionnaire. Gauche et droite, sur l'essentiel, n'ayant plus de désaccords fondamentaux entre eux. Jacques Nikonoff œuvre désormais pour dépasser le clivage gauche-droite qui n'a plus aucun contenu, et le remplacer par le seul véritable clivage pertinent qui demeure celui entre le peuple et l'oligarchie. Il milite pour rassembler les « démondialisateurs », c'est-à-dire tous ceux, quelles que soient leurs orientations politiques, qui veulent vraiment la souveraineté de la France par sa sortie de l'ordre néolibéral mondial et de ses institutions (Otan, euro, Union européenne, OMC, FMI…), c'est-à-dire la démondialisation.

Pour donner toute la force et l'ampleur souhaitable à cette mutation politique, il participe en février 2016 à la création du Parti de la démondialisation (Pardem) dont il devient le président.

Jacques Nikonoff a publié plusieurs ouvrages :

- *Existe-t-il des réservoirs d'emplois ?* (Arléa-Corlet, 1996, sous sa direction).
- *Chômage : nous accusons !* (Arléa, 1998, sous sa direction).
- *La Comédie des fonds de pension* (Arléa, 1999).
- *Pour une économie humaine* (Mille et une Nuits, 2001, collectif).
- *Vivent les impôts !* (Mille et une nuits, 2005, coordination).
- *Cette constitution qui piège l'Europe* (Mille et une nuits, 2005, collectif).
- *Ils se sont dit « oui »* (Mille et une nuit, 2005, collectif).
- *Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire* (Mille et une nuit, 2011).
- *La Confrontation. Argumentaire anti-FN*, Le Temps des cerises, 2012.